



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 43 – vendredi 29 octobre 2021

En bref

Nigéria : Lancement de la eNaira : ouverture de plus de 200.000 comptes en moins de 24 heures, malgré quelques dys-fonctionnements ; La Banque mondiale fait part de ses divergences sur la méthode en matière de politique monétaire ; La Banque Centrale du Nigéria lance un nouveau programme d'aide au secteur privé ; L'AFD finance la transition énergétique à hauteur de 60 M EUR.

Ghana : Le Ghana se classe au 6ème rang des pays africains les plus attractifs en matière d'investissements ; Le cedi continue de se déprécier et devrait terminer l'année à 6,05 GHC pour 1 USD.

Nigéria

Lancement de la eNaira : ouverture de plus de 200.000 comptes en moins de 24 heures, malgré quelques dysfonctionnements

Le Président Buhari a officiellement lancé la eNaira ce lundi 25 octobre, faisant du Nigéria le premier pays africain à se doter d'une monnaie numérique émise par la banque centrale. Moins de vingt-quatre heures après cette annonce, [plus de 200.000 porte-monnaie virtuels avaient déjà](#)

[été créés](#). Malgré ce succès indéniable, plusieurs dysfonctionnements ont été constatés par les utilisateurs, conduisant à une « [disparition](#) » mystérieuse de l'application sur le Google Play Store, peut-être en attendant des améliorations. D'autres craignent que ce vide soit comblé par des applications frauduleuses.

Les caractéristiques de la eNaira, qui la rendent infalsifiable et traçable, doivent lui permettre d'être utilisée dans des transactions sans tiers de confiance : en d'autres termes, les Nigériens devraient bientôt pouvoir payer et épargner en monnaie virtuelle, sans recourir à une banque de

LE CHIFFRE À RETENIR

8 280 000 000 ₦

8.28 Md NGN ...soit 17,3 M EUR : c'est le coût quotidien qu'atteint désormais la subvention à l'essence, soit près de 6 Md EUR par an à ce rythme. Le gouvernement a repoussé sa suppression à l'été 2022.

détail classique. Les propriétés de la cryptomonnaie peuvent également permettre aux autorités de suivre et contrôler l'usage de la monnaie.

La Banque mondiale fait part de ses divergences sur la méthode en matière de politique monétaire

Shubham Chaudhuri, Directeur-pays de la Banque mondiale au Nigéria, [a exprimé des divergences de vues sur la politique monétaire menée par la banque centrale](#), en particulier au regard de l'objectif de stabilisation des prix. Reconnaisant que les autorités monétaires du pays se sont retrouvées sous forte pression alors que les prix des matières premières chutaient et que les incertitudes sur l'activité étaient à leur paroxysme, il a toutefois estimé que la méthode choisie par les autorités n'étaient la plus à même de parvenir au but recherché. « Mieux vaut permettre à la monnaie de s'ajuster face aux pressions plutôt que d'essayer de tout verrouiller », a-t-il déclaré en substance, sans quoi la pression s'accumulera et des corrections majeures deviendront inévitables. Selon lui, la Banque centrale nigériane doit également prendre en compte les questions pratiques liées à l'accès aux change, élément-clé pour le retour de la confiance des investisseurs dans l'économie nigériane.

La Banque Centrale du Nigéria lance un nouveau programme d'aide au secteur privé

En réponse à la baisse de la Naira, [le gouverneur de la Banque Centrale du Nigéria \(CBN\) Godwin Emefiele a annoncé la mise en place d'un instrument financier appelé « The 100 for 100 PPP »](#). L'objectif de ce nouvel instrument est de fonctionner par cycles : aider 100 entreprises pendant 100 jours, puis 100 autres au cours des 100 jours suivants, et ainsi de suite. In fine, cette initiative doit aider à renforcer la production locale et la productivité. Le Département « Développement et finance » de la CBN espère

que cette aide, versée directement aux entreprises en partenariat avec les banques commerciales du pays, permettra de relancer la production locale, diminuer les importations, relancer les exportations hors pétrole et ainsi renforcer les réserves de change.

L'AFD finance la transition énergétique à hauteur de 60 M EUR

La [conférence des investisseurs du programme SUNREF](#) dédié aux énergies renouvelables (EnR) fut l'occasion d'annoncer la mise à disposition par l'AFD de 60 M EUR de lignes de crédit pour ce secteur. Distribuer en partenariat avec les banques de détail « Access Bank » et « United Bank for Africa », ces fonds viendront financer des projets et entreprises qui doivent encore être sélectionnés.

Le programme SUNREF, développé par l'AFD et hébergé par la *Manufacturers' Association of Nigeria* (équivalent nigérien du MEDEF), accorde des crédits (jusqu'à 10 M USD et cinq ans de maturité) à faibles taux pouvant le cas échéant s'accompagner d'un don équivalent à 10 % du prêt une fois le projet achevé. Suivant des critères financiers clairement définis, ces projets doivent suivre des objectifs d'efficacité énergétique et développer les EnR au Nigéria. Les *smart-grids*, alliant plusieurs modes de production d'énergie verte (solaire, hydraulique, géothermie, etc.), répondent par exemple à ces critères.

En plus des financements, SUNREF offre des services d'assistance technique aux projets sélectionnés, afin que les entreprises soutenues puissent mieux structurer leurs investissements dans les EnR et tirer profit des opportunités offertes par la finance verte. Pour rappel, d'après la Banque Mondiale, le taux d'électrification du Nigéria est de 56,3 %, et le réseau national ne distribue que 5 GW pour une demande d'environ 50 GW. 80 M de personnes n'ont ainsi toujours pas accès à l'électricité.

Ghana

Le Ghana se classe au 6^{ème} rang des pays africains les plus attractifs en matière d'investissements

Le rapport « *Where to Invest in Africa 2021* » de la Rand Merchant Bank (RMB) classe le Ghana comme le 6^{ème} pays le plus attractif du continent en matière d'investissements, après l'Égypte, le Maroc, l'Afrique du Sud, le Rwanda et le Botswana. Le classement consacre ainsi le Ghana comme première destination des investissements en Afrique de l'Ouest. La RMB justifie ce choix par la croissance continue de l'économie du Ghana, soutenue par les industries du secteur primaire ainsi que par un secteur tertiaire dynamique.

Les secteurs de la construction, de l'agriculture et des services sont identifiés comme les catalyseurs de la croissance des années 2022 et 2023. Ce classement est néanmoins à aborder avec prudence : selon la Banque mondiale, le Ghana aurait enregistré en 2020 une baisse de 52% de ses IDE par rapport à l'année précédente. Les flux d'IDE atteignent ainsi un montant de 2 Md USD en 2020 contre 3,9 Md USD en 2019, ce qui contredit avec les chiffres du Ghana Investment Promotion Center (GIPC) qui avait déclaré une augmentation de 139% des IDE en 2020 par rapport à 2019.

Le cédî continue de se déprécier et devrait terminer l'année à 6,05 GHC pour 1 USD

Dans un contexte de forte demande de devises de la part des importateurs et de rapatriement du produit des coupons obligataires par les investisseurs étrangers, le cédî devrait continuer à se déprécier et finir 2021 à 6,05 GHC pour 1 USD.

Les secteurs du commerce, de l'énergie et de l'industrie manufacturière concentrent la plus forte demande de dollars dans le cadre de la reprise dynamique des activités post-pandémie. Par ailleurs, les récentes émissions d'euro-obligations en devises par Ghana induisent le paiement de coupons aux investisseurs, notamment étrangers.

Pour rappel, 56,6% de la dette publique du Ghana est détenue par des investisseurs étrangers selon le FMI. Néanmoins, les émissions d'euro-obligations pour un total de 5 Mds USD en 2021, l'allocation de DTS du FMI pour 1 Md USD ainsi que le prêt syndiqué de 1,5 Md USD pour le COCOBOD devraient contribuer à soutenir le cédî afin de l'ancrer autour de 6 GHS pour l'année 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international